

J'ai dit que nous avions aujourd'hui un prétendu gouvernement d'union.

Lorsque l'idée d'un tel gouvernement fut engendrée par sir Robert Borden, il alla lui-même trouver un certain nombre de chefs libéraux et leur offrit l'occasion de se joindre à l'administration des affaires du pays en formant ce gouvernement. Quelle fut la réponse de ces honorables messieurs? Vous ne devez pas oublier qu'ils vinrent exprès à Ottawa afin de discuter cette grave question. Leur réponse fut des plus humiliantes pour sir Robert Borden. A l'unanimité ils déclarèrent ne pas vouloir servir "sous sa direction". Quelques jours après la session le "Montreal Star" publia une dépêche à l'effet que ces messieurs, qui avaient rejeté avec dédain les avances de sir Robert Borden allaient céder parce que la loi des élections en temps de guerre les y forçait et que par elle, sir Robert Borden les tenait à sa merci. Deux membres de la Chambre, MM. Carvell et McLean avaient qualifié la loi des élections en temps de guerre de loi inique et injuste. Ces paroles sont consignées comme ayant été prononcées par ces messieurs en pleine Chambre sur les derniers jours de la session 1917. Il y a des gens qui auraient préféré résister jusqu'à la mort plutôt que de s'humilier, cependant certains de ces messieurs n'étaient pas de ce bois dont on fait les hommes forts et ils préférèrent avaler l'infamie... et le porte-feuille. Je suis fier de dire que les libéraux de Québec ne furent pas de cette catégorie.

Le chef du gouvernement se targuait hier du beau résultat de leurs trois dernières années d'administration; plus particulièrement en ce qui concerne les finances.

Ce qui semblait surtout l'enthousiasmer au suprême degré, c'était l'habileté du gouvernement à emprunter de l'argent. Pensez donc, ils avaient réussi à porter la dette, de \$350,000,000 à \$2,000,000,000! Ils avaient fait appel au peuple qui avait répondu merveilleusement. Quelle belle occasion de s'énorgueillir! En somme, le gouvernement a tout simplement emprunté du peuple canadien à 5½ pour 100 en les exemptant de la taxe; ce qui, à mon avis, n'est pas très habile. Beaucoup de nos financiers déclarèrent que c'était là une politique à la fois imprudente et très dangereuse à cause des difficultés qu'elle allait créer quant à la perception de l'impôt sur le revenu. Il leur fut répondu que ce moyen était le seul qui pût assurer le succès de l'emprunt. Mon honorable ami s'est montré très fier du dernier emprunt de \$700,000,000 auquel le public avait si bien

souscrit. Je me permettrai de lui demander de bien réfléchir et de voir si réellement ce dernier emprunt, (qui n'était pas exempt d'impôt), n'est pas une condamnation des précédents et de la politique suivie alors par le ministre des Finances.

Sur quoi était fondée cette politique? Elle donnait aux riches l'avantage de placer leurs fonds en les libérant de l'impôt sur le revenu. Cette politique n'était-elle pas basée sur la défiance du peuple? Il était question d'un devoir patriotique et au lieu de s'adresser franchement au public et de lui montrer qu'il était de son devoir de souscrire à ces emprunts à 5½ pour 100, les membres du gouvernement ont préféré le tromper par une exemption d'impôt. Le public en somme a donné au gouvernement une leçon de patriotisme en souscrivant \$700,000,000, l'automne dernier, sans exemption d'impôt. A mon avis, le succès d'un emprunt patriotique, au Canada n'est pas une preuve d'habile administration. Il est très facile d'emprunter et de dépenser ensuite d'une manière extravagante. Ce qui, d'après moi démontre la sagesse et l'habileté d'un gouvernement, c'est l'élimination des extravagances. A l'heure actuelle, la meilleure preuve de bonne administration serait de rétablir les choses à leur état normal et de trouver les moyens d'équilibrer les finances du pays. Le premier devoir du gouvernement, après le 18 novembre était de remettre ses propres affaires en ordre. Il faut du courage pour s'assurer un revenu par des impôts. Et comment pouvez-vous autrement vous procurer des revenus? Où voulez-vous prendre l'argent, sinon dans la bourse du public en général? Comme je le disais tout à l'heure; il est très facile d'emprunter, mais pendant que l'emprunt augmentait par centaine de millions de dollars, et que mon honorable ami pensait que tout était pour le mieux, je ne pouvais m'empêcher de songer que la dette d'intérêts qui s'accumulait sur les épaules des contribuables augmentait aussi en proportion. La continuation de cette politique d'emprunt ne fait qu'aggraver la situation. Pourquoi ne nous donne-t-on pas l'espoir de voir bientôt cette situation s'améliorer? Mon opinion est que le cabinet est trop peu énergique et trop divisé pour présenter une politique qui nous fasse espérer de pouvoir rencontrer nos obligations annuelles. Je suis convaincu, qu'avant septembre prochain, le cabinet aura annoncé un nouvel emprunt de \$500,000,000.

Mon honorable ami a parlé avec admiration du dernier emprunt de \$700,000,000; moi, je pense en même temps aux \$38,500